

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 71

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Rwanda inzake samenwerking bij de pyrethrumproductie;
Kigali, 17 maart 1982*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République Rwandaise
relative à la coopération concernant la production de pyrèthre**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Rwandaise (dénommés ci-après «les Parties Contractantes»);

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays;

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet de développement de la culture du pyrèthre;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre d'un projet de production de pyrèthre (appelé ci-après «le Projet»).

2. Les objectifs généraux du Projet sont:

a) l'accroissement quantitatif et qualitatif de la production de pyrèthre plafonnée à 3.000 T de fleurs sèches par an,

b) l'amélioration de l'information concernant la culture et le traitement primaire du pyrèthre,

- c) l'amélioration du séchage à la tourbe,
- d) la réfection du réseau routier de collecte de fleurs,
- e) la formation des cadres et des paysans à la culture du pyrèthre intégrée aux cultures vivrières et à l'élevage.

Article II

1. Le Gouvernement néerlandais s'engage à:

a) mettre à disposition un expert dans le domaine du séchage de fleurs fraîchement cueillies, un spécialiste dans la culture du pyrèthre et un économiste spécialisé en agriculture,

b) couvrir les coûts inhérents à la construction d'entrepôts de tourbe,

c) fournir le matériel, y compris les véhicules, nécessaire à l'exécution du Projet et à payer les coûts de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation,

d) couvrir les frais de stage de perfectionnement du personnel affecté au séchage à la tourbe,

e) ne pas divulguer ou diffuser à l'extérieur de la République Rwandaise les renseignements et acquis techniques compilés au cours de leur mandat, spécialement en matière de sélection du pyrèthre sans l'autorisation du Gouvernement rwandais.

La contribution néerlandaise s'élève à f 3.000.000,-.

2. Le Gouvernement rwandais s'engage:

– à mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;

– à fournir les bâtiments nécessaires à l'exécution du Projet;

– à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

Article III

1. Dans le cadre de ce projet, le Gouvernement rwandais:

a) exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel mis à disposition par le Gouvernement néerlandais (appelé ci-après «le personnel») de tout impôt et autres charges fiscales;

b) exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Rwanda dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition

que ces biens soient réexportés du Rwanda au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement rwandais;

c) prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule automobile dans les six mois suivant la première arrivée au Rwanda, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur du véhicule au moment de sa vente;

d) exemptera le personnel et les membres de leur famille des obligations de service national;

e) accordera au personnel l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ces fonctions;

f) prendre des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit, de visas d'entrée et de permis de travail au personnel qui sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter ce projet;

g) délivrera au personnel des documents d'identité leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, le plein appui des autorités rwandaises;

h) accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

i) offrira au personnel et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. a. Le Gouvernement rwandais dégagera le Gouvernement des Pays-Bas et les experts, conseillers, agents ou employés mis à disposition par le Gouvernement néerlandais de toute responsabilité civile extra-contractuelle découlant de tout acte ou omission d'une ou plusieurs desdites personnes au cours des opérations régies par ou entreprises en vertu de la présente Convention et entraînant la mort ou des lésions corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers – dans la mesure où ces cas ne sont pas couverts par une assurance – et s'abstiendra de présenter toute réclamation ou action en responsabilité extra-contractuelle, à moins que cette responsabilité ne découle d'une faute intentionnelle ou d'un négligence grave d'un ou plusieurs desdites personnes.

b. Si le Gouvernement rwandais dégage le Gouvernement des Pays-Bas ou une ou plusieurs desdites personnes de toute revendication ou action en responsabilité civile extra-contractuelle, conformément au paragraphe 2 (a) du présent article, le Gouvernement rwandais sera habilité à exercer tous les droits que le Gouvernement néerlandais ou lesdites personnes auraient pu faire valoir.

c. A la demande du Gouvernement rwandais le Gouvernement des Pays-Bas fournira aux autorités rwandaises compétentes l'assistance administrative ou juridique requise pour parvenir à la solution satisfaisante de tout problème pouvant découler de l'application des paragraphes 2 (a) et 2 (b) du présent Article.

Article IV

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable, à l'égard des autorités néerlandaises, de l'assistance néerlandaise au projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le chef d'équipe procédera régulièrement à des consultations avec le Gouvernement rwandais ou avec les Autorités désignées par ce Gouvernement et se conformera aux instructions opérationnelles données par ce Gouvernement ou par les Autorités compétentes dans la mesure où elles sont compatibles avec les buts du Projet.

3. Le Gouvernement rwandais fournira au personnel néerlandais toute information que ce dernier considère indispensable à l'exécution efficace des activités du Projet.

Article V

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement rwandais à la fin de la coopération.

Article VI

En vue de l'exécution du Projet, les Parties Contractantes désignent comme suit les Autorités techniques compétentes et exécutives:

1. L'Autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

2. L'Autorité compétente rwandaise est le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

3. L'Autorité compétente néerlandaise désignera la Direction de l'Assistance Technique Internationale du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères comme Autorité exécutive néerlandaise. L'Autorité compétente rwandaise désignera le Directeur de l'OPYRWA comme Autorité exécutive rwandaise.

Article VII

1. Les Autorités compétentes des Parties Contractantes établiront un

plan d'Action indiquant en détail la contribution de chaque partie, les tâches des experts, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition du Projet. Le Plan d'Action comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque Partie, un programme de priorité, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni per chaque Partie.

2. Le Plan d'Action peut être modifié d'un commun accord entre les Autorités exécutives.

Article VIII

Le chef d'équipe et son homologue rwandais soumettront aux deux Autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet.

A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les Parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article IX

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article X

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les Constitutions des deux Pays et prendra fin au 31 octobre 1982.

2. Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Kigali, le 17 mars 1982 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,*
(s.) J. DAMOISEAUX
J. F. M. A. Damoiseaux
Deuxième Secrétaire
d'Ambassade des Pays-Bas

*Pour le Gouvernement de la
République Rwandaise,*
(s.) J. NSENGIYUMVA
Joseph Nsengiyumva
Secrétaire Général au Ministère
des Affaires Etrangères et de
la Coopération

C. VERTALING**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Rwanda inzake samenwerking bij de pyrethrumproductie**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Rwanda (hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”);

Geleid door de wens de vriendschapsbanden die hun volken verbinden te versterken en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden;

Verlangend samen te werken in het kader van een ontwikkelingsproject voor de pyrethrumteelt;

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich tot samenwerking in het kader van een project voor de pyrethrumproductie (hierna te noemen „het project”).

2. Het project heeft de volgende algemene doelstellingen:

(a) kwantitatieve en kwalitatieve uitbreiding van de pyrethrumproductie tot 3000 ton gedroogde bloemen per jaar,

(b) verbetering van de informatie over de teelt en de primaire verzorging van de pyrethrum,

(c) verbetering van het drogen met behulp van turf,

(d) verbetering van het wegennet voor het ophalen van de bloemen,

(e) opleiding van leidinggevend personeel en boeren voor de teelt van de pyrethrum binnen de groenteteelt en de veeteelt.

Artikel II

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

(a) een deskundige op het gebied van het drogen van vers geplukte bloemen, een deskundige op het gebied van de pyrethrumteelt alsmede een in de landbouw gespecialiseerde econoom ter beschikking te stellen,

(b) de kosten te dekken voor de bouw van opslagplaatsen voor turf,

(c) het voor de uitvoering van het project benodigde materiaal, met inbegrip van de voertuigen, beschikbaar te stellen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen,

(d) de kosten te dekken van een bijscholingsstage voor het personeel dat belast is met het drogen van de bloemen met behulp van turf,

(e) de gegevens en de technische verworvenheden waarover zij tijdens hun opdracht de beschikking krijgen, met name wat betreft het selecteren van de pyrethrum, niet buiten de Republiek Rwanda bekend te maken of te verspreiden zonder toestemming van de Rwandese Regering.

De Nederlandse bijdrage bedraagt f 3.000.000,-.

2. De Rwandese Regering verbindt zich ertoe:

- het personeel dat nodig is voor de uitvoering van de in het project bedoelde werkzaamheden ter beschikking te stellen;
- de gebouwen die nodig zijn voor de uitvoering van het project ter beschikking te stellen;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het project kan worden bevorderd.

Artikel III

1. In het kader van dit project zal de Rwandese Regering:

a. alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan het personeel dat door de Nederlandse Regering ter beschikking wordt gesteld (hierna te noemen „het personeel”), vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;

b. het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen alsmede op de beroepsuitrusting in Rwanda ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Rwanda worden uitgevoerd bij het vertrek of binnen een met de Rwandese Regering overeen te komen termijn;

c. maatregelen nemen voor de vrijstelling van invoerrechten op een motorvoertuig in de zes maanden volgend op de eerste aankomst in Rwanda, met dien verstande dat in geval van verkoop van zulk een voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit voertuig onderworpen zal worden aan de betaling van een passend invoerrecht gebaseerd op de waarde ervan op het tijdstip van de verkoop;

d. het personeel en de gezinsleden daarvan vrijstellen van de nationale dienstplicht;

e. het personeel immuniteit verlenen van rechtsvervolging betreffende elk gesproken of geschreven woord en elke handeling door dit personeel verricht in de uitoefening van zijn functies;

f. maatregelen treffen om kosteloos inreisvisa en werkvergunningen

te verschaffen aan het personeel dat zal worden aangesteld door de Nederlandse Regering ten behoeve van de uitvoering van dit project;

g. het personeel identiteitspapieren verschaffen die het, bij het uitoefenen van zijn taken, de volledige steun waarborgen van de Rwandese autoriteiten;

h. het personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de meest gunstige wisselfaciliteiten toekennen, met name rekeningen voor niet-ingezetenen;

i. het personeel en de gezinnen daarvan repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. a. De Rwandese Regering vrijwaart de Nederlandse Regering en de deskundigen, adviseurs, agenten of werknemers die door de Nederlandse Regering ter beschikking worden gesteld, tegen elke niet-contractuele civiele aansprakelijkheid die voortvloeit uit enige handeling of nalatigheid van één of meer van de genoemde personen tijdens de uitoefening van werkzaamheden geregeld door of ondernomen krachtens deze Overeenkomst, die de dood of lichamelijk letsel van een derde of schade aan goederen van een derde ten gevolge hebben – voor zover deze gevallen niet zijn gedekt door een verzekering – en doet afstand van elke eis tot schadevergoeding of van elke rechtsvordering ter zake van niet-contractuele aansprakelijkheid, tenzij deze aansprakelijkheid het gevolg is van opzet of grove nalatigheid van de zijde van één of meer van de genoemde personen.

b. Ingeval de Rwandese Regering de Nederlandse Regering of één of meer van de genoemde personen vrijwaart tegen elke eis tot schadevergoeding of elke rechtsvordering ter zake van niet-contractuele civiele aansprakelijkheid, overeenkomstig het tweede lid, letter (a) van dit artikel, is de Rwandese Regering gerechtigd alle rechten uit te oefenen die de Nederlandse Regering of de genoemde personen zouden kunnen doen gelden.

c. Op verzoek van de Rwandese Regering verleent de Nederlandse Regering aan de bevoegde Rwandese autoriteiten de vereiste administratieve hulp of rechtshulp, ten einde te komen tot een goede regeling van ieder probleem dat kan voortvloeien uit de toepassing van het bepaalde in het tweede lid, letters (a) en (b) van dit artikel.

Artikel IV

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die tegenover de Nederlandse autoriteiten verantwoordelijk is voor de Nederlandse bijstand aan het project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het project pleegt de teamleider regelmatig overleg met de Rwandese Rege-

ring of met de door deze Regering aangewezen autoriteiten en eerbiedigt hij de door deze Regering of de bevoegde autoriteiten gegeven werkinstructies, voor zover deze zijn te verenigen met de doelstellingen van het project.

3. De Rwandese Regering verschaft het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit personeel noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de werkzaamheden van het project.

Artikel V

Alle uitrusting en materiaal, door de Nederlandse Regering verschaft in het kader van het project, worden na beëindiging van de samenwerking overgedragen aan de Rwandese Regering.

Artikel VI

Voor de uitvoering van het project wijzen de Overeenkomstsluitende Partijen de bevoegde technische autoriteiten en de uitvoerende technische autoriteiten aan:

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

2. De Rwandese bevoegde autoriteit is de Minister van Landbouw en Veeteelt.

3. De Nederlandse bevoegde autoriteit wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de Nederlandse uitvoerende autoriteit. De Rwandese bevoegde autoriteit wijst de directeur van de OPYRWA aan als de Rwandese uitvoerende autoriteit.

Artikel VII

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een werkplan op waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de deskundigen, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun opdracht en de omschrijving van de uitrusting die en het materiaal dat ter beschikking moet worden gesteld. Het werkplan omvat een uitvoerige begroting van de bijdrage van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema en lijsten met de uitrusting die en het materiaal dat moet worden geleverd door iedere Partij.

2. Het werkplan kan worden gewijzigd bij onderlinge overeenstemming tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel VIII

De teamleider en zijn Rwandese counterpart leggen ieder kwartaal aan de beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans opgesteld rapport voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het project.

Bij beëindiging van het project leggen zij aan alle betrokken partijen een eindverslag in de Franse taal voor over alle aspecten van het in verband met het project verrichte werk.

Artikel IX

Ieder geschil over de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel X

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum waarop beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat is voldaan aan de door de Grondwet van de beide landen vereiste procedures en eindigt op 31 oktober 1982.

2. Iedere Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Kigali, op 17 maart 1982 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,*
(w.g.) J. DAMOISEAUX
J. F. M. A. Damoiseaux
Tweede Ambassadesecretaris

*Voor de Regering van de
Republiek Rwanda,*
(w.g.) J. NSENGIYUMVA
Joseph Nsengiyumva
Secretaris-Generaal van het
Ministerie van Buitenlandse Zaken
en Samenwerking

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 62, eerste lid, letter c, van de Grondwet niet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel X, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk zullen hebben medegedeeld dat aan de door de Grondwet van beide landen vereiste procedures is voldaan.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de *tweede* juni 1982.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
A. A. M. VAN AGT